

Revenus des ménages

Le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages aurait continué de progresser à un rythme soutenu en 1999 (+2,7% en moyenne annuelle), en léger ralentissement par rapport à 1998 (+3,0% en 1998). La modération des prix n'a en effet pas compensé l'inflexion modérée des revenus d'activité ainsi que le dynamisme des impôts directs reflétant les forts revenus de 1998. Au premier semestre de 2000, la forte progression de l'emploi soutiendrait les revenus d'activité, mais la remontée de l'inflation viendrait éroder leur pouvoir d'achat. La progression du pouvoir d'achat du revenu se stabiliserait ainsi sur un rythme annuel de 2,7%.

Progression soutenue du revenu disponible brut des ménages

L'ensemble des revenus d'activité ralentirait en 1999, sous l'effet du fléchissement de l'activité économique. Les impôts directs bénéficieraient de la forte croissance des revenus en 1998⁽¹⁾. En revanche, les prestations sociales et les revenus financiers seraient en notable accélération cette année et soutiendraient le revenu. Au total, le revenu disponible brut des ménages ralentirait en 1999 (+3,5% en moyenne annuelle, après +3,8% en 1998). Le pouvoir d'achat du revenu croîtrait de 2,7% en moyenne annuelle en 1999 (après +3,0% en 1998).

Au premier semestre de 2000, grâce au redémarrage de l'activité économique et surtout de l'emploi amorcé au second semestre de 1999, les revenus d'activité devraient continuer à croître à un rythme soutenu. Le revenu disponible brut des ménages pourrait donc progresser à un rythme plus élevé, proche de 4%. En revanche, compte tenu de l'accélération des prix, la croissance du pouvoir d'achat se stabiliserait à un rythme voisin de +2,7%.

Des revenus d'activité toujours bien orientés

Même si elle reste dynamique, la masse salariale reçue par les ménages aurait très légèrement ralenti en 1999 (+3,7% en moyenne annuelle après +3,9% en 1998). Cette évolution s'expliquerait par le ralentissement très modéré du salaire moyen par tête tandis que les créations d'emplois restent aussi dynamiques que l'année précédente.

Sur le champ des SNF-EI (sociétés non-financières et entreprises individuelles), les créations d'emplois sont restées importantes cette année. L'emploi salarié progresserait ainsi de +2,0% en moyenne annuelle en 1999 (après +2,1% en 1998). Par ailleurs, le

(1) même en annulant l'effet de la compensation : baisse du plafond du quotient familial/universalité des prestations familiales.

REVENU DISPONIBLE BRUT DES MÉNAGES

	Moyennes semestrielles					Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	1998		1999		2000	1997	1998	1999	1997	1998	1999
	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.						
Salaires bruts (58%)	1,9	2,0	1,7	1,8	2,1	3,4	3,9	3,7	2,8	3,9	3,7
Prestations sociales en espèces (32%)	1,0	1,7	2,1	1,0	1,1	3,7	3,4	2,7	3,1	2,8	3,4
Excédent brut d'exploitation (25%)	2,0	1,6	1,6	2,0	1,9	3,5	3,5	3,8	2,5	3,8	3,5
Revenus de la propriété (12%)	3,6	4,1	4,3	3,4	2,7	6,5	8,1	7,5	5,1	7,4	8,2
Prélèvements sociaux et fiscaux (-23%)	2,4	6,0	0,8	3,4	1,1	1,7	9,1	3,4	2,4	4,3	5,5
dont : Cotisations des salariés (-10%)	-21,8	2,0	2,7	1,8	2,2	-2,2	-19,8	4,2	-2,8	-20,5	4,6
Cotisations des non salariés (-2%)	-24,5	2,5	-0,7	10,2	-2,5	-4,6	-20,6	8,5	-0,1	-24,8	5,7
Impôts sur le revenu y compris CSG et CRDS (-11 %)	31,7	8,8	-0,1	3,5	1,0	7,4	43,2	2,4	8,4	33,7	6,0
Revenu disponible brut (100 %)	1,7	1,0	2,3	1,4	2,0	4,4	2,8	3,8	3,2	3,8	3,5
Prix de la consommation des ménages (comptes trimestriels)	0,3	0,2	0,4	0,5	0,6	1,3	0,5	1,0	1,4	0,7	0,8
Pouvoir d'achat du RDB	1,4	0,8	1,9	0,9	1,4	3,0	2,3	2,8	1,7	3,0	2,7

■ Prévision

NB : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 1997.

salaires moyen par tête dans le secteur des SNF-EI ralentirait légèrement (+1,7% en moyenne annuelle, après +2% en 1998). Ainsi, la masse salariale versée par les SNF-EI progresserait plus modérément en 1999 (+3,8% en moyenne annuelle, après +4,1% en 1998). En ce qui concerne la Fonction publique, la masse salariale resterait dynamique (+3,7% en moyenne annuelle, après +3,7% en 1998), en raison de la création de nouveaux emplois-jeunes et des revalorisations successives de l'indice brut de traitement (+0,8% au 1^{er} avril et +1,2% au 1^{er} novembre). Enfin les revenus des entrepreneurs individuels, après avoir subi le ralentissement de l'activité au premier semestre, seraient très dynamiques en fin d'année en raison de l'accélération de l'activité. Ils ralentiraient en moyenne annuelle en 1999 (+2,9% après +3,8% en 1998). Au total, les revenus d'activité ralentiraient légèrement en 1999 (+3,5% en moyenne annuelle, après +3,9% en 1998).

Au premier semestre de 2000, l'emploi très dynamique depuis le printemps 1999, soutiendrait la masse salariale versée par les SNF-EI (+2,2% en moyenne semestrielle, après +1,9% et +1,8% aux premier et second semestres de 1999). Les revenus des entrepreneurs individuels bénéficieraient également du dynamisme de l'activité au premier semestre de 2000 et progresseraient de +2,3% en moyenne semestrielle (après +2,3% et +1,1% aux premier et second semestres de 1998). En revanche, la masse salariale de la fonction publique connaîtrait un léger ralentissement sur l'année 2000 (+3,3% en moyenne annuelle, après +3,7% en 1999).

Stabilisation des prestations sociales

En 1999, les prestations sociales en espèces devraient accélérer (+3,4% en moyenne annuelle, après +2,8% en 1998).

La branche famille participerait pour une grande part à cette progression, en raison de la suppression de la mise sous condition de ressource des allocations familiales au 1^{er} janvier 1999. Ainsi, les prestations familiales connaîtraient une croissance de +4,1% en 1999 après une baisse de 0,4% l'année précédente. En contrepartie, l'Etat a décidé la baisse du plafond du quotient familial. Globalement ces mesures ne devraient pas affecter le revenu des ménages.

Les prestations versées par le régime chômage devraient également fortement progresser en 1999 (+3,9% en moyenne annuelle, après +2,3% en 1998). Cette accélération, en contraste avec la baisse du chômage, s'expliquerait d'une part, par la reconduction du dispositif de l'ARPE, et d'autre part, par le vieillissement de la population indemnisée, les chômeurs âgés touchant, en moyenne, des indemnités plus élevées.

En ce qui concerne, les prestations sociales versées par la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM), les indemnités journalières⁽²⁾, devraient elles aussi accélérer en 1999 (+5,1% en moyenne annuelle, après +4,1% en 1998), malgré le plan de rétablissement des comptes de la Sécurité Sociale, essentiellement fondé sur la maîtrise des dépenses maladie.

En revanche, les prestations sociales versées par la branche vieillesse progresseraient au même rythme en 1999 que l'année précédente (+3,8% en moyenne annuelle). Cette croissance sans à coup fait suite au ralentissement continu observé auparavant en raison

(2) Désormais, au sein des prestations versées par la CNAM, seules les indemnités journalières sont comptabilisées dans le revenu disponible brut des ménages. Les autres versements (remboursements maladie, soins de ville, dotation globale, ...) sont enregistrés en prestations sociales en nature et n'interviennent que dans le revenu disponible ajusté.

LES TRANSFERTS SOCIAUX REÇUS ET VERSÉS PAR LES MÉNAGES

	Moyennes semestrielles					Glissements annuels			(évolution en %)		
	1998		1999		2000	1997	1998	1999	Moyennes annuelles		
	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.				1997	1998	1999
Prestations sociales en espèces reçues par les ménages (100 %)	1,0	1,7	2,1	1,0	1,1	3,7	3,4	2,7	3,1	2,8	3,4
Prestations de Sécurité Sociale (71 %)	1,1	1,5	2,2	0,6	1,3	5,4	3,0	2,2	4,3	2,9	3,2
<i>dont : Versés par le Régime général</i>	<i>0,9</i>	<i>1,5</i>	<i>2,8</i>	<i>0,9</i>	<i>1,6</i>	<i>5,0</i>	<i>2,9</i>	<i>3,2</i>	<i>3,4</i>	<i>2,6</i>	<i>4,1</i>
Prestations de régimes privés (6 %)	2,9	1,9	1,3	5,0	0,3	1,7	4,8	8,8	2,2	4,5	4,7
Prestations directes d'employeur (14 %)	1,3	1,9	2,4	2,3	1,9	-1,1	3,5	4,7	-0,9	2,9	4,6
Prestations d'assistance sociale versées par les administrations (9%)	-1,2	2,3	1,4	0,2	-0,7	-4,5	3,6	0,1	0,6	0,9	2,6
Total des prélèvements sociaux	2,4	3,8	1,6	2,2	1,9	4,6	6,5	3,3	3,6	4,8	4,7
Cotisations sociales effectives versées par les ménages (100%)	-7,2	1,9	2,2	2,3	2,0	1,2	-5,2	4,1	0,6	-5,9	4,3
<i>dont : Cotisations des employeurs ⁽¹⁾ (59%)</i>	<i>3,3</i>	<i>1,7</i>	<i>2,3</i>	<i>1,7</i>	<i>2,5</i>	<i>4,2</i>	<i>5,1</i>	<i>3,7</i>	<i>2,8</i>	<i>4,9</i>	<i>4,0</i>
<i>Cotisations des salariés (34 %)</i>	<i>-21,8</i>	<i>2,0</i>	<i>2,7</i>	<i>1,8</i>	<i>2,2</i>	<i>-2,2</i>	<i>-19,8</i>	<i>4,2</i>	<i>-2,8</i>	<i>-20,5</i>	<i>4,6</i>
<i>Cotisations des non salariés (8 %)</i>	<i>-24,5</i>	<i>2,5</i>	<i>-0,7</i>	<i>10,2</i>	<i>-2,5</i>	<i>-4,6</i>	<i>-20,6</i>	<i>8,5</i>	<i>-0,1</i>	<i>-24,8</i>	<i>5,7</i>

■ Préviation

NR : les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 1997

(1) Les cotisations employeurs sont à la fois reçues et versées par les ménages en comptabilité nationale ; elles n'ont donc pas d'effet sur le revenu disponible brut.

d'une conjoncture démographique favorable ; les effets des départs en retraite massifs de la génération du "baby-boom" ne sont pas attendus avant 2005.

Le projet de loi de finances de la Sécurité Sociale n'annonce pas de changements majeurs sur les prestations sociales pour l'année 2000. Ainsi leur progression serait stable au 1^{er} semestre (+1,1% en moyenne semestrielle, après +1% et +2,1% aux premier et second semestres de 1998).

Les branches famille et vieillesse bénéficieraient, en 2000, d'un coup de pouce de 0,3 point, respectivement sur la revalorisation de la Base Mensuelle des Allocations Familiales (BMAF) et sur les pensions de retraite, par rapport au taux légalement prévu (+0,2% correspondant à l'inflation corrigée des écarts de prévision pour l'année précédente).

Pour la branche maladie, l'ONDAM (Objectif National des Dépenses Maladie) est fixé à +2,5% par rapport aux objectifs rebasés de l'année 1999. Les indemnités journalières devraient fortement ralentir grâce à de nouvelles mesures prises par le gouvernement, à propos des conditions de prescription.

En ce qui concerne la branche chômage, les prestations versées devraient fortement ralentir, même sous l'hypothèse d'une reconduction du dispositif de l'ARPE.

Enfin les prestations sociales directement versées par les administrations publiques (Revenu Minimum d'Insertion, Allocation Spécifique de Solidarité, ...), sous l'hypothèse d'une majoration de l'ARS (Allocation de Rentrée Scolaire) reconduite dans les mêmes proportions que l'année précédente ne devraient pas connaître d'inflexion significative.

Prélèvements directs sur les ménages

Les prélèvements directs sur les ménages auraient accéléré en 1999 (+5,5% en moyenne annuelle, après +4,3% en 1998). Outre la baisse du plafond du quotient familial, qui compense le rétablissement de

l'universalité des allocations familiales, le dynamisme de l'impôt sur le revenu résulterait de la forte progression des revenus en 1998.

En revanche, les taux de cotisations du régime général sont restés inchangés. Seuls les régimes complémentaires (AGIRC-ARRCO) ont relevé leur taux dans les mêmes proportions que les années précédentes. Ainsi, le poids des cotisations sociales resterait stable.

Pour l'année 2000, aucun changement législatif n'interviendrait sur les cotisations et les impôts des ménages. La croissance des prélèvements obligatoires refléterait donc essentiellement celle des revenus d'activité.

Des revenus financiers toujours dynamiques

Les revenus nets de la propriété et de l'entreprise accéléreraient fortement en 1999 (+8,2% en moyenne annuelle, après +7,4% en 1998). La progression des revenus distribués des sociétés reste en effet très forte en 1999 (+12,2% en moyenne annuelle, après +14,6% en 1998), en liaison avec la forte progression de la bourse cette année. De plus, les intérêts versés par les ménages connaîtraient une forte diminution (-2,4% en moyenne annuelle en 1999, après +2,2% en 1998).

Au premier semestre de 2000, les revenus nets de la propriété et de l'entreprise seraient toujours très dynamiques malgré leur léger ralentissement (+2,7% en moyenne semestrielle, après +3,4% et +4,3% aux premier et second semestres de 1999). Les revenus distribués des sociétés et les revenus de la propriété attribués aux assurés restent très dynamiques (respectivement +2,9% et +4,1% au premier semestre de 2000). En revanche, les intérêts versés par les ménages retrouveraient une évolution positive au premier semestre 2000 (+1,8% en moyenne semestrielle, après -0,3% et -2,1% aux premier et second semestres de 1999), sous l'effet de la remontée des taux longs. ■

DE LA MASSE SALARIALE DES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES ET ENTREPRISES INDIVIDUELLES À CELLE REÇUE PAR LES MÉNAGES

	Moyennes semestrielles					Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	1998		1999		2000	1997	1998	1999	1997	1998	1999
	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.						
Entreprises non financières (SNF - EI) (67 %)	2,0	2,0	1,8	1,9	2,2	3,9	3,9	3,9	3,1	4,1	3,8
<i>dont SMPT (1)</i>	0,8	0,9	0,9	0,8	0,9	2,5	1,7	1,7	2,4	2,0	1,7
Sociétés financières (5 %)	1,1	1,0	0,3	0,7	1,2	1,6	2,3	1,0	2,3	1,9	1,2
Administrations publiques (25 %)	2,0	2,0	1,8	1,7	1,8	2,4	4,0	3,5	1,8	3,7	3,7
Ménages hors EI (1,8 %)	3,1	2,9	1,4	1,1	1,4	5,6	6,0	2,3	7,0	6,3	3,4
Masse salariale brute reçue par les ménages (100 %)	1,9	2,0	1,7	1,8	2,1	3,4	3,9	3,7	2,8	3,9	3,7

■ Prévission

NB : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 1997

(1) Salaire moyen par tête

Consommation et épargne

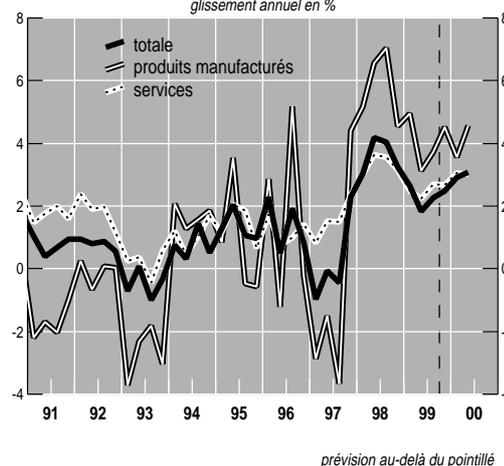
Après la progression exceptionnelle enregistrée en 1998, les dépenses de consommation des ménages ont vu leur rythme de croissance s'infléchir en début d'année 1999. Stimulée par la vigueur du pouvoir d'achat du revenu et un climat de confiance très favorable, lié à l'amélioration de la situation de l'emploi, la consommation a retrouvé une progression soutenue au deuxième semestre. La consommation devrait ainsi s'accroître de près de 2,5% en moyenne annuelle en 1999, à un rythme voisin de celui du pouvoir d'achat du revenu disponible.

La stabilité du taux d'épargne pourrait continuer de prévaloir en début d'année 2000. La baisse du chômage et la persistance d'une confiance élevée pousseraient en effet à une diminution de l'épargne de précaution. Ces facteurs seraient tempérés par la remontée de l'inflation ainsi que par le resserrement progressif des taux d'intérêt. Les dépenses de consommation des ménages devraient donc progresser à un rythme annuel proche de 2,5%, conformément à l'évolution du revenu réel.

Progression soutenue des dépenses de consommation en 1999

Le dynamisme des dépenses de consommation des ménages enregistré en 1998 s'est poursuivi tout au long de cette année. Cette vigueur reflète la vive progression du pouvoir d'achat du revenu, stimulé à la fois par la croissance de l'emploi et la modération

DEPENSES DE CONSOMMATION DES MENAGES
aux prix de 1995
glissement annuel en %



de l'inflation. La confiance des ménages, qui n'avait cessé de croître en 1998, a continué de s'améliorer tout au long de cette année. Les dernières enquêtes de conjoncture auprès des ménages soulignent ainsi l'orientation très favorable des perspectives d'évolution du niveau de vie, et ce malgré un fléchissement en début d'année. L'inflexion des dépenses de consommation, observée au premier semestre, est en effet en grande partie due à des facteurs exceptionnels. La consommation en produits énergétiques s'est repliée après un automne particulièrement rigoureux et les dépenses en tabac ont été affectées par de sensibles augmentations tarifaires. Néanmoins, le

DÉPENSES DE CONSOMMATION ET PRINCIPALES COMPOSANTES

	(évolution en %)										
	Moyennes semestrielles					Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	1998		1999		2000	1997	1998	1999	1997	1998	1999
	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.						
Dépenses totales de consommation des ménages ⁽¹⁾	2,2	1,4	0,8	1,6	1,4	2,3	3,2	2,5	0,2	3,6	2,3
dont :											
- Alimentation (19,2%)	0,4	1,0	0,4	1,1	1,1	2,3	0,5	-2,0	0,5	1,7	1,5
- Énergie (7,6%)	1,9	1,8	-0,7	-0,1	0,3	-2,2	5,7	-2,0	-1,8	3,1	0,1
- Services (48,2%)	2,1	1,2	1,1	1,6	1,5	2,4	3,1	2,7	1,5	3,3	2,5
- Produits manufacturés (25,0%)	3,5	2,2	1,8	2,3	1,7	4,4	4,5	4,5	-1,0	5,8	4,1
Dépenses individualisables des administrations	1,6	0,8	0,9	0,5	0,8	2,2	2,3	1,5	1,5	2,7	1,6
Consommation effective totale	2,0	1,3	0,8	1,3	1,2	2,3	3,0	2,3	0,5	3,4	2,1

■ Préviation

NB : Les données entre parenthèses donnent la part du poste en 1997.

(1) Y compris solde territorial.

rythme de progression des dépenses de consommation des ménages est resté très vigoureux, tout particulièrement au second semestre sous l'effet des achats d'automobiles. Le taux d'épargne aurait ainsi diminué entre le premier et le second semestre.

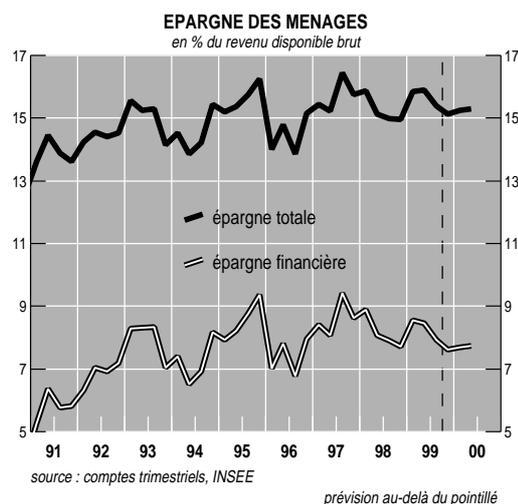
Léger tassement au premier semestre de 2000

La progression des dépenses de consommation devrait s'infléchir très légèrement à l'horizon du premier semestre de 2000. Le pouvoir d'achat du revenu disponible continuerait certes d'être soutenu par le dynamisme de l'emploi. La hausse de l'inflation et la remontée des taux d'intérêt devraient néanmoins stabiliser le taux d'épargne au premier semestre de 2000. Le rythme de progression des dépenses de consommation se maintiendrait donc autour de 2,5%, en ligne avec l'évolution du revenu.

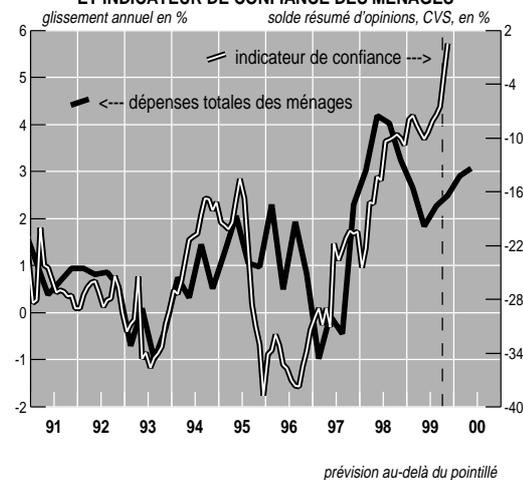
Vigueur des dépenses en biens durables...

Les dépenses de consommation ont particulièrement bénéficié du dynamisme des dépenses en produits manufacturés, dont le rythme de croissance s'est établi à plus de 3% tout au long de l'année. Cette progression reflète tout d'abord l'exceptionnel dynamisme des achats d'automobiles. Près de 2 millions d'immatriculations ont été enregistrées jusqu'en novembre 1999, soit l'un des meilleurs résultats depuis le début de la décennie. Les dépenses des ménages en automobiles progressent ainsi de plus de 12% en glissement annuel à la fin du mois d'octobre. Ces achats ont profité de sensibles baisses de prix. Dans ce contexte, les dépenses en automobiles devraient continuer au premier semestre de 2000 de progresser à un rythme soutenu. Par ailleurs, les dépenses en biens d'équipement du logement⁽¹⁾ ont bénéficié de l'accélération de l'investissement immobilier. Elles s'accroissent de près de 4% au troisième trimestre de 1999. Ces dépenses devraient néanmoins se tasser légèrement au premier semestre de 2000, conséquence de la modération de l'investissement immobilier des ménages. Enfin, les dépenses de consommation ont continué d'être stimulées par l'essor des produits de "nouvelle technologie". Les dépenses de matériel micro-informatique, de téléphonie mobile et des services liés à

(1) Ameublement, électronique et électroménager.



DEPENSES TOTALES DE CONSOMMATION DES MENAGES (prix de 1995) ET INDICATEUR DE CONFIANCE DES MENAGES



ces produits se sont maintenues sur un rythme de progression très soutenu, bénéficiant en outre de sensibles baisses de prix. Ce dynamisme devrait se poursuivre au cours des trimestres à venir.

... et en services touristiques

Malgré une légère inflexion en début d'année, la consommation a été largement stimulée en 1999 par la vigueur des dépenses de services liés au tourisme (transport, voyages, hôtels-café-restaurants). Cette progression devrait se poursuivre à un rythme aussi soutenu au premier semestre de 2000.

TAUX D'ÉPARGNE

	Niveaux semestriels					Niveaux annuels		
	1998		1999		2000	1997	1998	1999
	1 ^{er} s.	2 nd s.	1 ^{er} s.	2 nd s.	1 ^{er} s.			
Taux d'épargne	15,5	15,0	15,9	15,3	15,3	15,7	15,2	15,6
Taux d'épargne financière	8,5	7,8	8,5	7,8	7,7	8,6	8,1	8,1

■ Prévision

Progression plus modérée des autres dépenses

Les dépenses de consommation des ménages en produits énergétiques ont été freinées en 1999 par le vif renchérissement du prix des carburants et des combustibles. Leur progression continuerait d'être réduite à l'horizon du premier semestre de 2000. Malgré un rebond en début d'année, les dépenses de consommation en textile-habillement ont faiblement progressé en 1999. Les achats du troisième trimestre ont en particulier été affectés par des conditions climatiques exceptionnelles. Les dépenses en textile-habillement devraient se redresser en fin d'année et rester bien orientées au premier semestre de 2000.

Les dépenses d'alimentation se sont également révélées peu dynamiques depuis le début de 1999. Elles pourraient néanmoins se redresser dans les prochains mois.

Au total, les dépenses de consommation des ménages se sont maintenues sur un rythme de croissance soutenu en 1999. Elles devraient progresser de près de 2,5% en moyenne annuelle. Ce rythme se prolongerait au premier semestre de 2000. Les seules dépenses en produits manufacturés s'accroîtraient, quant à elles de plus de 4% en 1999, leur glissement annuel se stabilisant à 4,5% jusqu'à la mi-2000. Le taux d'épargne devrait se stabiliser autour de 15,3% jusqu'au premier semestre de 2000. ■

Investissement

Sur l'ensemble de l'année 1999, l'investissement augmenterait de 7,5%, en légère accélération par rapport à 1998. La formation de capital fixe aura ainsi été relativement peu sensible au fléchissement de l'activité enregistré durant l'hiver 1998/1999. La croissance de l'investissement est en effet restée robuste au premier semestre, grâce à des conditions de financement très favorables et au dynamisme spécifique de l'investissement informatique. Face au ralentissement temporaire de l'activité, les entreprises auraient donc davantage ajusté leurs stocks que leurs programmes d'investissement. La FBCF a par ailleurs été soutenue par des facteurs un peu exceptionnels. Ces facteurs de résistance aux aléas sont relayés au second semestre par une accélération de la demande, autorisant la reprise de l'investissement dans la plupart des secteurs industriels et l'accélération des dépenses dans le secteur tertiaire.

Au début de l'année prochaine, l'investissement, s'appuyant sur une croissance encore vive de la demande, devrait rester dynamique. L'investissement en produits manufacturés devrait donc progresser à un rythme proche de 8% au premier semestre. La légère inflexion de l'activité dans le BTP, ainsi que le contrecoup du surcroît de dépenses informatiques lié au passage à l'euro et à la préparation au bogue de l'an 2000, devraient légèrement peser sur l'ensemble.

L'investissement a résisté au ralentissement conjoncturel

Freinée en fin d'année 1998, la formation brute de capital fixe des sociétés non financières et des entrepreneurs individuels a crû à un rythme soutenu au premier semestre de 1999, de l'ordre de 4% en glissement semestriel, identique à celui observé au premier semestre de 1998. Cette robustesse s'expliquerait pour partie par le caractère transitoire des anticipations de ralentissement. Les enquêtes montrent en effet un redressement dans la plupart des secteurs dès le début du second trimestre.

Les conditions de financement se sont par ailleurs révélées très favorables pour les entreprises en début d'année. La baisse des coûts intermédiaires consécutive à la chute du prix du pétrole, et le bas niveau des taux longs durant l'hiver dernier, ont permis de maintenir un environnement très favorable.

La bonne tenue de l'investissement en début d'année a aussi résulté de facteurs qui ont limité l'aléa conjoncturel. Des livraisons d'avions ont contribué à la progression des dépenses d'équipement dans le secteur du transport aérien. De plus, les investissements en informatique progressent de manière soutenue : l'investissement en biens d'équipement électrique et électronique, dont les matériels infor-

INVESTISSEMENT PRODUCTIF DES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES ET DES ENTREPRENEURS INDIVIDUELS

(aux prix de 1995, évolutions en %)

	moyennes annuelles				
	1995	1996	1997	1998	1999
Par secteur d'activité (1)					
Agriculture (8%)	9,0	8,2	10,9	0,2	0,0
Industrie (35%)	5,6	9,0	2,1	9,3	6,0
<i>dont industrie manufacturière</i>	13,5	11,7	1,7	8,8	5,0
Construction (2%)	4,6	-13,0	-7,0	6,7	7,0
Tertiaire (55%)	0,1	-5,9	0,9	6,5	9,5
Ensemble des SNFEI	2,8	0,3	2,0	6,5	7,5
Par produit					
Produits manufacturés	5,7	2,1	3,9	10,8	9,4
Bâtiment et travaux publics	-2,3	-8,7	-5,7	-0,1	2,8

■ Prévission

Source : Comptes nationaux annuels et trimestriels

(1) Structure de l'investissement en valeur en 1997

matiques représentent 25%, aurait ainsi contribué pour un tiers environ à la croissance de l'investissement en produits manufacturés au premier semestre. Enfin, stimulées par le passage à l'euro et la préparation du bogue de l'an 2000, les dépenses d'investissement en logiciel auraient augmenté à rythme soutenu, comme l'indique la progression des chiffres d'affaires dans le secteur des services aux entreprises durant cette période.

Dynamisme de l'investissement au second semestre

Au second semestre de 1999, la progression de l'investissement se poursuivrait. Le dynamisme de l'activité, la légère remontée des TUC qui l'accompagne, ainsi que des conditions de financement toujours favorables, en constituent les principaux moteurs. Dans l'industrie en particulier, la reprise de l'investissement traduit l'amélioration des perspectives de demande, sensible dans tous les secteurs.

Dans l'ensemble des secteurs, les dépenses d'équipement en informatique resteraient très dynamiques. Les dépenses d'investissement en logiciel auraient progressé fortement au troisième trimestre, à en juger par l'augmentation des chiffres d'affaires des services aux entreprises. Les dépenses en équipement électrique et électronique auraient contribué pour près de moitié à la croissance de l'investissement en produits manufacturés. De plus, l'accélération de l'activité dans le secteur tertiaire, particulièrement sensible dans les services marchands, et de façon plus mesurée dans le commerce, induirait une augmentation des dépenses d'équipement, comme en témoigne l'accélération des mises en chantier de surfaces commerciales.

Enfin, tandis que les conditions de demande se seraient améliorées dans tous les secteurs, les conditions de financement auraient encore été favorables au second semestre. Les résultats des entreprises leur permettraient toujours de dégager des marges d'autofinancement satisfaisantes, et la remontée des taux longs est de trop faible ampleur pour affecter sensiblement les conditions de financement externe.

Accélération de l'investissement dans le tertiaire, l'automobile et les biens de consommation

Sur l'ensemble de l'année 1999, on observerait une forte croissance des investissements dans le tertiaire, l'automobile et les industries des biens de consommation. Dans le secteur tertiaire, elle atteindrait 9%

cette année contre 6% en 1998. La croissance des dépenses d'équipement serait de 15% dans l'automobile et les biens de consommation. Dans l'automobile, cette croissance s'explique en outre par l'important cycle d'investissement initié au début de l'année, conforté par le soutien d'une demande très dynamique. Moins atteint par l'aléa extérieur, le secteur des biens de consommation aurait aussi enregistré une croissance accélérée de ses dépenses d'équipement en 1999, après une année 1998 où la croissance de l'investissement avait déjà été forte, de l'ordre de 11%.

Dans l'ensemble de l'industrie cependant on enregistrerait en 1999 un recul du rythme d'investissement par rapport à 1998, soit 6% contre 9% environ en 1998. Ce recul résulterait des moindres performances enregistrées dans le secteur des biens d'équipement et surtout dans celui des biens intermédiaires. Ainsi sur l'ensemble de l'année et selon les réponses des industriels à l'enquête de conjoncture d'octobre sur l'investissement, celui-ci progresserait de 4% seulement dans les biens d'équipement en 1999, et serait en retrait dans les biens intermédiaires, avec un recul de 2% après la forte progression de 10% enregistrée en 1998.

Des perspectives de demandes différentes selon les branches industrielles seraient en grande partie dûes à l'origine de ces performances contrastées. En effet, l'amélioration de la demande anticipée par les chefs d'entreprise est plus récente, dans les biens intermédiaires notamment. Pour cette raison, on pourrait observer un rattrapage de ce décalage de conjoncture qui se traduirait par une accélération de la réalisation des projets d'équipement au cours de cet hiver.

Légère inflexion au premier semestre de 2000

Au premier semestre de 2000, les dépenses d'équipement continueraient de progresser à un rythme soutenu. Dans le secteur tertiaire les perspectives d'activité laissent prévoir la poursuite d'une croissance soutenue de l'investissement, tandis que dans l'industrie, le rythme fléchirait légèrement d'après les réponses des industriels à l'enquête d'octobre sur l'investissement. En outre les premières prévisions des constructeurs automobiles font état d'une poursuite, voire d'une nouvelle accélération de leurs dépenses d'équipement en 2000.

Le rythme d'investissement en début d'année 2000 pourrait néanmoins être légèrement affecté par un possible ralentissement des dépenses en informatique après la phase d'investissement accéléré induit par la préparation des entreprises au passage à l'an 2000. ■

Stocks

Le ralentissement de l'activité à l'hiver dernier s'est traduit sur la demande des entreprises par un moindre accroissement des stocks. Les variations de stocks ont ainsi pesé pour -0,3 point sur la croissance du PIB au premier semestre de cette année. De plus, la vigueur inattendue de la demande au troisième trimestre, notamment des exportations, a entraîné un déstockage marqué. Celui-ci devrait être corrigé au quatrième trimestre et conduirait, avec le stockage en prévision du passage à l'an 2000, à une contribution forte des variations de stocks à la croissance du PIB en fin d'année. A l'horizon du premier semestre de 2000, les variations de stocks retrouveraient une contribution en ligne avec la reprise de la demande et le redressement des anticipations de prix, de l'ordre de 0,2 point.

Une fin d'année heurtée

Le premier semestre de 1999 a été marqué par une réduction significative des variations de stocks liée au ralentissement de l'activité à l'hiver dernier. Au second semestre, le mouvement des stocks a été particulièrement heurté : après avoir pesé pour -0,9 point sur la croissance de la production manufacturière au troisième trimestre, les stocks y contribueraient pour plus de 1 point au dernier. La contribution très négative du troisième trimestre s'explique par la vigueur inattendue de la demande et tout particulièrement des exportations (+5% au troisième trimestre), à laquelle les industriels ont fait face en puisant abondamment dans leurs stocks. La reconstitution de ces stocks, ajoutée au stockage en prévision des effets du passage à l'an 2000, devrait se traduire par une très forte contribution à la croissance au quatrième trimestre.

Au-delà, la fermeté de la demande adressée aux industriels, soutenue par la reprise de l'activité chez nos principaux partenaires, devrait les inciter à adopter un comportement de stockage favorable à la croissance. A cette fermeté de la demande, perceptible dans le niveau élevé du solde d'opinion sur les carnets de commandes tiré de l'enquête mensuelle dans l'industrie, s'ajoutent les anticipations de prix. Celles-ci, d'après l'enquête trimestrielle dans l'industrie, se redressent en effet depuis avril dernier. Au total, après le profil heurté de la fin de l'année, la contribution des stocks à la croissance de la production manufacturière atteindrait un niveau de l'ordre de 0,2 point au deuxième trimestre de 2000.

Vers un restockage dans les branches manufacturières

La reprise des échanges interindustriels en Europe liée à celle de l'activité, a entraîné un redressement marqué de la production de la branche des biens intermédiaires dès le deuxième trimestre de cette année. La vive progression de la demande adressée aux industriels de cette branche, illustrée par la hausse continue depuis mars dernier de leurs carnets de commandes, devrait les conduire à accélérer la constitution de leurs stocks. Ce mouvement, qui semble s'amorcer à partir du troisième trimestre (contribution des stocks à la production de la branche de 0,2 point après -0,8 au trimestre précédent) reste encore timide, les industriels faisant preuve de prudence après le sévère retournement conjoncturel qu'ils ont connu au début de 1998. Le restockage pourrait toutefois s'affermir d'autant plus que les anticipations de prix ne cessent elles-mêmes de se redresser depuis janvier dernier, en lien avec la remontée des cours des matières premières et la reprise de la demande mondiale.

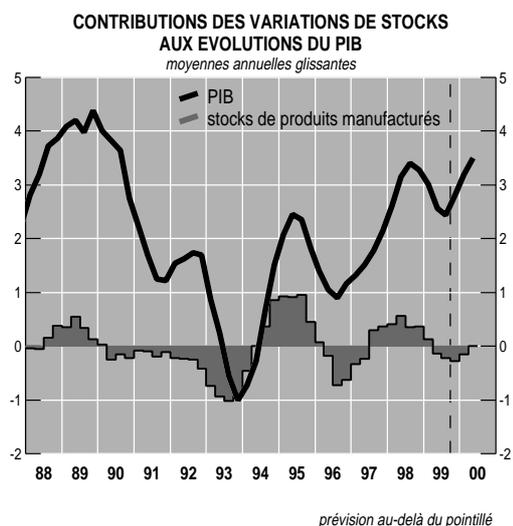
STOCKS DE PRODUITS MANUFACTURÉS

1996	1997	1998	1999		1997		1998		1999		2000
					1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.
-30,9	-4,9	21,2	-1,5	Variations de stocks en Mds de F 1995	-6,7	1,8	15,4	5,8	1,8	-3,3	6,7
-1,3	0,8	0,8	-0,6	Contribution des variations de stocks à l'évolution de la production manufacturière (en points)	0,6	0,5	0,8	-0,5	-0,2	-0,3	0,5

■ Prévision

La branche des biens d'équipement professionnel a été marquée par un mouvement brutal de déstockage au troisième trimestre de cette année, correspondant à la livraison d'aéronefs (Airbus). Cette évolution ponctuelle mise à part, les industriels de la branche semblent s'être engagés dans un mouvement de restockage. Comme le met clairement en évidence le niveau de leurs carnets de commandes, resté significativement au-dessus de sa moyenne de longue période tout au long de l'année en dépit du retournement conjoncturel de l'automne dernier, les industriels sont confrontés à une demande soutenue. Celle-ci tient au redémarrage des échanges interindustriels en Europe, mais aussi à la fermeté de l'investissement des entreprises. D'après l'enquête mensuelle dans l'industrie, les chefs d'entreprise, forts de cette demande, anticipent un rythme d'activité élevé et devraient par conséquent prolonger leur comportement de stockage favorable à la croissance.

La branche de l'automobile poursuit son chemin de croissance très soutenue. La demande des ménages et des entreprises reste particulièrement vigoureuse : les immatriculations de véhicules particuliers et de poids lourds ont augmenté de plus de 10% en moyenne sur les douze derniers mois. S'y ajoutent les exportations qui, après avoir ralenti au premier trimestre de cette année, ont entamé leur reprise dès le deuxième, puis connu une progression exceptionnelle au troisième, due au vif rebond de l'activité et de la demande au Royaume-Uni. Dans cette branche, l'enquête mensuelle sur l'activité ne met en évidence une inflexion à la baisse durable ni pour les carnets de commandes globaux, ni pour les carnets de commandes étrangers. Dans ce contexte où, de plus, les



industriels jugent leurs stocks significativement inférieurs à leur niveau normal, leur comportement de stockage devrait jouer favorablement sur leur production.

Enfin, la branche des biens de consommation, dont le rythme d'activité reste soutenu depuis le début de l'année, voit la demande s'affermir. Après le point bas de mai dernier, les carnets de commandes n'ont cessé de s'améliorer et atteignent désormais un niveau comparable au point haut de l'année 1998. La fermeté de la demande devrait inciter les industriels de cette branche à prolonger le comportement de stockage favorable observé depuis le deuxième trimestre de cette année. ■

Production

La crise des pays émergents avait contribué à accentuer les disparités sectorielles. L'industrie a ainsi fortement ralenti, cependant que le bâtiment et les services bénéficiaient d'un rythme d'activité plus robuste. Avec le redressement de la croissance mondiale, l'activité industrielle a rebondi dès le second semestre. Le dynamisme des autres secteurs ne s'est pas démenti, si bien que l'économie française bénéficie au deuxième semestre de 1999 d'une reprise généralisée.

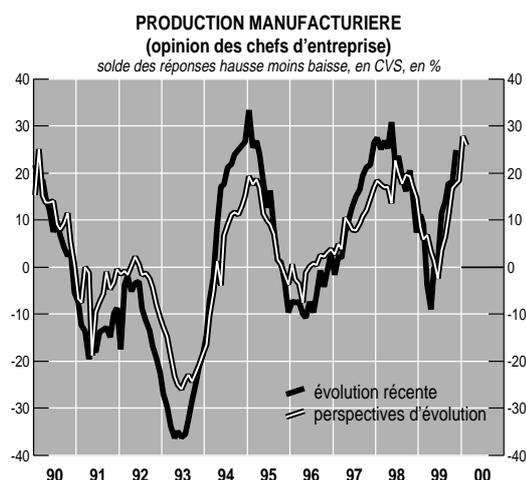
Au premier semestre de 2000, la production manufacturière devrait demeurer bien orientée, grâce à une demande intérieure toujours dynamique. Le rythme de croissance de l'activité industrielle pourrait néanmoins s'infléchir quelque peu, sous l'effet de la stabilisation de l'environnement international. Par ailleurs, l'activité dans le BTP ralentirait avec l'arrêt du dispositif Périssol.

Accélération dans l'industrie

L'industrie manufacturière devrait enregistrer une croissance très élevée en 1999. Celle-ci s'établirait à 5,8% après 3,3% en 1998. Cette progression est due à l'accélération de l'activité intervenue à partir du deuxième trimestre. Les enquêtes sur l'activité dans l'industrie permettent d'anticiper la poursuite de ce dynamisme au premier semestre de 2000 même si le rythme de croissance pourrait s'infléchir.

L'accélération dans l'industrie tient avant tout au dynamisme des exportations, qui se sont fortement accrues au troisième trimestre. Les dépenses de consommation des ménages en produits manufacturés constituent aussi un soutien notable à la croissance. Elles demeureraient importantes au premier semestre de 2000. En outre, après une forte progression en 1998, l'investissement productif a encore été très important cette année, et devrait rester bien orienté.

L'automobile constitue cette année encore la branche la plus dynamique de l'industrie manufacturière. Après un premier semestre relativement peu dynamique, les exportations ont en effet fortement progressé, en particulier vers l'Espagne et le Royaume-Uni. Le marché intérieur a été très vigoureux, soutenu par des immatriculations de poids lourds toujours élevées et une hausse des immatriculations de véhicules particuliers.



D'après les anticipations des constructeurs, le début de l'année 2000 devrait rester très favorable dans le secteur de l'automobile.

La production dans le secteur des biens d'équipement professionnel a fortement crû en 1999, en particulier à partir du deuxième trimestre. Cette progression est en partie due à des opérations exceptionnelles (exportations d'Airbus). L'investissement industriel, très dynamique tout au long de l'année 1999, constitue toutefois la principale cause de l'accroissement de la production dans cette branche.

La bonne orientation de l'investissement suggère que l'activité dans la branche des biens d'équipement devrait rester très dynamique au début de l'année 2000.

Dans la branche des biens de consommation, la production a bénéficié de la vigueur de la consommation des ménages et des exportations, qui ont enregistré une forte hausse en 1999 en particulier au troisième trimestre. L'activité, soutenue par l'affermissement de la consommation devrait encore se renforcer dans cette branche.

Enfin, après plusieurs trimestres de baisse, la production a augmenté dans la branche des biens intermédiaires à partir du deuxième trimestre de 1999. Le redressement de l'activité résulte du restockage, traditionnel en début de reprise, qui a pu être

favorisé par le raffermissement des prix observé dans les enquêtes de conjoncture. D'après les perspectives personnelles des industriels de cette branche, l'activité devrait rester soutenue au début de l'année 2000.

Retour au dynamisme dans les services

Après une très bonne année 1998, l'activité a enregistré une croissance modeste au début de 1999 dans les services marchands, en raison du ralentissement industriel et d'un tassement provisoire de la demande des ménages. Un redressement s'est amorcé à partir du printemps qui, d'après les enquêtes d'opinion menées auprès des chefs d'entreprise, devrait se poursuivre au second semestre. Cette amélioration concerne avant tout les services aux entreprises.

Le travail intérimaire et les activités informatiques, qui avaient constitué les secteurs les plus dynamiques des services aux entreprises en 1998, ont marqué un palier au premier semestre. Dans le même temps, les secteurs liés à l'activité du bâtiment (activités notariales, architecture) ont vu progresser leur activité assez rapidement. L'ensemble des composantes des services aux entreprises devrait bénéficier d'une accélération sensible au deuxième semestre, en concordance avec le rebond de l'activité industrielle.

Les activités de promotion et de gestion immobilière ont progressé rapidement au premier semestre. Les enquêtes de conjoncture indiquent une stabilisation de la croissance de ces secteurs au deuxième semestre, qui pourrait provenir du tassement des ventes de logements neufs.

L'activité a stagné dans les services aux particuliers au premier semestre en raison de la faiblesse de la demande des ménages, notamment dans l'hôtellerie et les services personnels. L'amélioration de la confiance des ménages devrait entraîner un retour de la croissance de ce secteur à partir du deuxième semestre.

Activité soutenue dans les transports

1999 devrait être une très bonne année pour les transports, surtout pour les transports de marchandises. La croissance du secteur s'est en effet révélée très vigoureuse au premier semestre de 1999. Elle devrait bénéficier de la reprise de l'activité industrielle au deuxième semestre et début 2000.

Les transports routiers de marchandises ont connu une croissance très soutenue au premier semestre, entièrement liée à l'augmentation du trafic intérieur, alors que le transport international stagnait. L'augmentation des demandes intérieure et extérieure est très favorable pour la poursuite du développement de l'activité au deuxième semestre.

Après un recul marqué en 1998, le trafic ferroviaire de marchandises enregistre lui aussi une très forte croissance. Dynamisé par une politique commerciale incitative de la SNCF, le trafic ferroviaire de voyageurs a progressé sensiblement en début d'année. Le second semestre devrait conserver une tendance favorable.

Reprise du commerce de gros

L'activité dans le commerce de gros a été assez peu dynamique durant le premier semestre de 1999. En revanche, les enquêtes de conjoncture réalisées en juillet et en septembre indiquent qu'elle s'est nettement redressée en milieu d'année. Les ventes et les achats à l'étranger, qui s'étaient dégradés au cours de l'année 1998, sont de nouveau vigoureux depuis le deuxième trimestre de 1999.

Ces évolutions de l'activité concernent particulièrement les biens intermédiaires destinés à l'industrie, les biens d'équipement et les biens de consommation non alimentaire. Le commerce des biens de consommation alimentaire demeure quant à lui peu soutenu depuis le début de l'année.

PRODUCTION MARCHANDE PAR BRANCHE

	<i>(évolution en %)</i>										
	Moyennes semestrielles					Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	1998		1999		2000	1997	1998	1999	1997	1998	1999
	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.						
Agro-alimentaire	0,8	0,5	1,1	2,1	1,3	1,3	1,4	3,4	1,5	1,6	2,4
Énergie	2,6	-0,8	-0,5	2,1	1,5	-0,8	2,7	1,3	-0,9	2,4	0,1
Produits manufacturés	2,9	1,0	1,4	3,4	2,9	8,1	3,3	5,8	6,2	5,5	3,7
Construction	0,8	1,5	2,6	1,2	1,2	-0,8	2,7	3,4	-2,4	1,5	4,0
Commerce - Transports	2,1	1,7	1,5	2,5	1,9	6,8	3,3	4,3	4,8	4,4	3,6
Services	1,5	1,3	1,3	1,6	1,4	2,6	2,7	3,0	1,8	2,8	2,8

■ Préviation

L'accroissement de l'activité se traduit par une croissance des effectifs. Les indicateurs d'opinion des grossistes, tant pour les effectifs passés que pour les effectifs prévus, atteignent des niveaux sensiblement supérieurs à leurs moyennes de longue période.

Depuis le troisième trimestre, les grossistes sont optimistes quant aux perspectives d'activité dans le commerce. En fin d'année, ils anticipent une progression de leurs importations, particulièrement dans les biens intermédiaires destinés à l'industrie.

Stabilisation du commerce de détail

L'activité dans le commerce de détail a été dynamique sur le premier semestre de l'année 1999, mais nettement moins soutenue depuis le début du troisième trimestre.

Au second semestre, les perspectives générales d'activité se sont cependant nettement orientées à la hausse. Cet optimisme, conjugué à la hausse des intentions de commande, laisse penser que l'activité dans le commerce de détail devrait se maintenir, en particulier dans le domaine du commerce non-spécialisé.

Confirmation de la croissance dans la construction

Depuis 1998, après 7 ans de récession, l'activité du secteur de la construction a renoué avec une croissance vigoureuse. En 1999, l'activité des entreprises du secteur de la construction (bâtiment et travaux publics) progresserait de 3,4% (après +1,5% en 1998). Si les perspectives d'activité pour le deuxième semestre de 1999 se confirment, cette année aura été la meilleure de la décennie. Selon l'opinion des entrepreneurs de ce secteur, recueillie en novembre, le dynamisme devrait perdurer dans les mois à venir.

La construction de logements est en nette progression sur l'année 1999. Elle a été soutenue par la mesure "Périsol", mais également par des taux d'intérêt et des prix bas. Les mises en chantier de logements ont fortement progressé au cours de l'année, et devraient dépasser les 315 000 en 1999, soit +10% par rapport à 1998. Les secteurs de la maison individuelle et des logements collectifs sont particulièrement dynamiques depuis le début de l'année. Au vu des délivrances de permis de construire, la construction de logements individuels devrait poursuivre sa progression dans les prochains mois. Par contre, les logements collectifs pourraient connaître une légère baisse de la production sur les premiers mois de l'année 2000, en raison du contrecoup de l'effet "Périsol".

Le nombre de mises en chantier de bâtiments non résidentiels a diminué de 9% au premier semestre de 1999, après avoir enregistré une vive progression au

deuxième semestre de 1998. Cependant, la bonne tenue de ce secteur au troisième trimestre de 1999 laisse espérer une légère croissance annuelle du nombre de mises en chantier. Les grands compartiments phares (bâtiments industriels, agricoles et commerces) sont toujours au mieux de leur forme. Les mises en chantier de bâtiments industriels progressent de 18% au premier semestre de 1999 par rapport au second semestre de 1998, et pourraient atteindre +40% en évolution annuelle en 1999. Les mises en chantier de bâtiments de commerce afficheraient également une nette progression (d'environ 15%) sur l'année.

Premier secteur à s'être redressé, l'entretien-amélioration a conservé une activité assez soutenue sur l'année 1999. Cette activité a bénéficié de réductions d'impôts pour les travaux d'amélioration-entretien et gros travaux. Depuis septembre, elle profite également de la baisse de la TVA pour les travaux de grosse réparation, d'amélioration et d'entretien de l'habitat. Les effets de cette mesure devraient essentiellement s'exercer sur l'activité de l'année 2000. L'amortissement "Besson" devrait aussi influencer favorablement l'activité de ce secteur.

L'activité des travaux publics reste plus modérée que celle du bâtiment. Après avoir légèrement diminué en 1998, elle s'est redressée au cours du premier semestre et a confirmé sa progression au troisième trimestre de 1999. La bonne tenue des marchés conclus laisse présager une nouvelle amélioration de l'activité sur le quatrième trimestre. Ce secteur devrait donc se révéler plus dynamique en 1999 qu'en 1998.

Recul de la production énergétique

La production énergétique a continué de décroître au second trimestre de 1999, avec une baisse de 0,9% consécutive à une diminution de 1,1% au premier trimestre. Le recul concerne essentiellement les produits raffinés dont la production a enregistré une diminution de l'ordre de 10% par rapport à la même période de l'année précédente. Cette baisse est la conséquence des fortes hausses de prix du pétrole qui pèsent sur les coûts des consommations intermédiaires. Quant à la production d'électricité, elle serait quasiment stable en 1999 par rapport à 1998. Au premier semestre de 2000, la reconstitution des marges de raffinage devrait entraîner une progression de la production énergétique.

Croissance limitée de la production agricole

En 1999, la production agricole connaît une progression en volume d'environ 1% par rapport à 1998.

En 1999, la production céréalière serait en recul de 6% par rapport à 1998. Cette baisse de la production s'explique notamment par la diminution des surfaces ensemencées du fait de l'augmentation obligatoire

du taux de gel de 5% à 10%. Le recul concerne principalement l'orge, le blé tendre (-7% par rapport à la récolte record de 1998). En revanche, la production d'oléagineux serait en forte hausse, la production de colza augmentant de près de 20%. Cette hausse résulte de la progression notable par rapport à 1998 des surfaces ensemencées destinées aux utilisations non alimentaires. La récolte de tournesol augmenterait également, mais à un rythme plus modéré. La production de protéagineux enregistrerait quant à elle un net repli. Enfin, la production viticole devrait être orientée sensiblement à la hausse cette année, avec une récolte en progression de 10% par rapport à celle de 1998. Cette augmentation de la production s'expliquerait par une récolte en hausse des vins de pays ainsi que des vins de table après la sécheresse de 1998.

Sur les marchés animaux, la réduction des abattages de gros bovins en 1999 serait le contrecoup de la crise de la "vache folle", alors que la consommation inté-

rieure s'est stabilisée. Toutefois, l'accroissement du cheptel permettrait une augmentation relativement nette de la production. L'activité du secteur porcin serait stable en 1999. Par contre, la baisse de la production de volaille se serait amplifiée tout au long de l'année. Face à une importante diminution de la demande, cette réduction de l'offre de volaille a permis en partie de contenir la baisse des prix. Toutefois, ceux-ci se situent à un niveau très inférieur à celui déjà bas de 1998. Le marché de l'œuf souffre toujours d'une crise structurelle de surproduction, qui se traduit par une nouvelle chute des cours. La collecte laitière reste stable, mais la baisse du taux de matière grasse provoque une diminution du volume de la production laitière de 1%.

La production de l'industrie agro-alimentaire, après avoir progressé de 3,3% sur les trois premiers trimestres, devrait ralentir au quatrième trimestre. ■

Résultats des entreprises

Jusqu'à la mi-1999, le taux de marge des entreprises s'est détérioré. Le ralentissement de l'activité industrielle a en effet pesé sur les gains de productivité apparente du travail. De plus, sous l'effet de la remontée des prix du pétrole, le coût des consommations intermédiaires a vivement progressé depuis le début de l'année. Le redressement de l'activité permettrait aux entreprises de bénéficier de gains de productivité importants à partir de la mi-1999. Cet effet favorable serait néanmoins atténué par la poursuite du renchérissement des consommations intermédiaires. Au total, les résultats des entreprises s'amélioreraient légèrement au second semestre de 1999. Par la suite, la situation des entreprises se stabiliserait.

La hausse des coûts des consommations intermédiaires...

Le coût des consommations intermédiaires de l'ensemble des entreprises non financières s'est redressé au cours de l'année 1999. Au premier semestre, il progresse de +0,5% en rythme annualisé après une forte baisse au second semestre de 1998 (-1,5% en rythme annualisé). Ce renchérissement résulte essentiellement de la remontée des cours des matières premières, en particulier des produits pétroliers et dans une moindre mesure des produits industriels. Cette dégradation des termes de l'échange a aussi été accentuée par le recul de l'euro contre les principales devises mondiales. Ce mouvement devrait s'accen-

tuer au deuxième semestre de 1999 avec la reprise des prix des biens intermédiaires qui s'est engagée. Au premier semestre de 2000, la hausse s'atténuerait avec la stabilisation des prix des produits pétroliers. L'évolution des coûts des consommations intermédiaires passerait ainsi à +3,5% en rythme annualisé au deuxième semestre et à +1,8% en rythme annualisé au premier semestre de l'année prochaine.

... se répercute sur les prix de production

Combiné à la reprise de la demande, le renchérissement des coûts des matières premières s'est déjà répercuté dans les prix des biens intermédiaires au troisième trimestre. Ce mouvement devrait se généraliser à l'ensemble de l'industrie manufacturière, comme le suggèrent les anticipations des industriels interrogés dans les enquêtes de conjoncture. Cette accélération devrait cependant rester modérée car les coûts des consommations intermédiaires cesseraient d'accélérer et l'activité ralentirait un peu au début de 2000. Les prix de production dans la branche manufacturière croîtraient à un rythme annuel de +0,8% au premier semestre de 2000.

Dans le secteur de l'énergie, en liaison avec la stabilisation du prix du pétrole, les prix de production devraient cesser d'accélérer au premier semestre de 2000. Le prix des services non-financiers continue de croître à un rythme d'environ 1,7%, proche des évolutions salariales.

LES COÛTS D'EXPLOITATION ET LES PRIX DE PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

(évolution en %)

	Moyennes semestrielles					Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	1998		1999		2000	1997	1998	1999	1997	1998	1999
	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.						
Coût des consommations intermédiaires	-0,4	-1,1	-1,1	0,7	0,7	0,7	-2,0	0,2	0,1	-0,7	-1,3
Coût salarial unitaire ⁽¹⁾	-1,5	-0,1	-0,4	-2,6	-1,5	-6,4	-1,0	-3,7	-5,6	-3,2	-1,7
- Rémunération par tête	1,0	0,8	1,1	0,8	0,9	2,0	1,8	1,9	1,9	1,9	1,9
- Productivité ⁽²⁾	2,5	0,9	1,5	3,5	2,4	9,0	2,8	5,8	7,9	5,3	3,7
Coût unitaire total	-0,5	-0,8	-0,9	-0,1	0,1	-1,3	-1,6	-0,8	-1,6	-1,2	-1,4
Prix de production	-0,5	-1,1	-1,3	0,0	0,4	0,1	-1,8	-0,9	-0,2	-1,0	-1,8

■ Prévission

(1) Hors prélèvements obligatoires.

(2) Production par tête.

Situation financière des entreprises

Au second semestre de 1998 et au premier semestre de 1999, l'emploi est resté dynamique malgré le ralentissement de l'activité. En conséquence, l'inflexion cyclique de la productivité a pesé fortement sur les entreprises. A cela, s'est ajouté le renversement de tendance du coût des consommations intermédiaires depuis le début de l'année. Le taux de marge des entreprises a ainsi baissé continûment : un demi point au second semestre de 1998 et à nouveau un demi point au début de 1999.

Le redressement industriel en fin d'année devrait inverser ce mouvement. Le taux de marge s'améliorerait au second semestre pour se stabiliser au premier semestre de 2000. A la faveur du rebond de l'activité, les entreprises devraient dégager d'impor-

tants gains de productivité d'environ +2,4% en rythme annuel pour le second semestre. Cet effet favorable serait néanmoins partiellement compensé par la poursuite de la hausse du coût des consommations intermédiaires. L'amélioration des marges devrait s'atténuer au premier semestre avec le retour des gains de productivité à des rythmes plus modérés (+1,3% en rythme annuel), dans un contexte où le coût des consommations intermédiaires se modérerait progressivement.

L'excédent brut d'exploitation des entreprises non-financières augmenterait ainsi au second semestre de 1999 et au premier semestre de 2000. Après s'être stabilisé au premier semestre de 1999, il augmenterait environ de +4,5 en rythme annuel au premier semestre de 2000, à un rythme analogue à celui des revenus du travail. ■